



lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances

Faire des connaissances et des informations,
des biens communs, **une cause commune**

REGARDS SUR LE PARTI SOCIALISTE AUJOURD'HUI

Les cahiers du LEM
volume 3

Regards sur le Parti socialiste aujourd'hui est une note du LEM, autrement dit du *Lieu d'étude du mouvement des idées et des connaissances* dont le conseil national du Parti communiste français avait décidé la création en 2009. Elle est datée de juin 2014. Est-elle pour autant caduque ? Ne propose-t-elle pas au contraire – et c'est la conviction qu'il en est bien ainsi qui a conduit à sa publication aujourd'hui – une mise en perspective éclairante sur la phase politique nouvelle dans laquelle est entrée depuis la vie politique française ? Phase nouvelle en effet avec, à la fin août 2014, la constitution du gouvernement Valls II puis, dans la foulée, le discours du Premier ministre à l'université d'été du MEDEF et le message ainsi envoyé ; avec, dans des secteurs élargis de la gauche, y compris au sein du Parti socialiste, la montée de l'idée qu'une autre politique est possible, qu'elle est nécessaire ; avec l'écoute, elle aussi nouvelle, que reçoivent les initiatives du Parti communiste pour passer des convergences dans la critique de la politique actuelle de l'exécutif à la construction d'une véritable alternative viable, crédible et rassembleuse.

Cette note est le fruit d'un travail collectif animé par Michel Laurent et auquel ont aussi participé Patrick Coulon, Olivier Gebuhrer, Claude Gindin, Sylvie Mayer, Guillaume Roubaud-Quashie et Alain Vermeersch.

.../...

La politique du Parti communiste vise à contribuer au dépassement du capitalisme par un rassemblement populaire le plus large possible, autour d'objectifs que ce rassemblement aura lui-même définis. Cette politique implique l'analyse de ce qu'est le Parti socialiste dans la société française d'aujourd'hui. Or, depuis le début de l'année 2014, et en particulier depuis les élections municipales et européennes, beaucoup de choses se sont accélérées qui concernent au premier chef celui-ci. Même si l'actuel président de la République fut antérieurement Premier secrétaire de ce parti et s'il continue à peser sur lui en particulier avec son droit de dissolution de l'Assemblée nationale, même si le gouvernement est très majoritairement socialiste, même si, à la suite de l'inversion du calendrier électoral de 2002, les actuels députés ont été élus dans la foulée de la présidentielle de 2012, président, gouvernement, majorité parlementaire et parti ne doivent pas être confondus. Où en est le Parti socialiste et où en est la société française vis-à-vis de celui-ci ? Ces deux questions sont liées. Elles forment l'axe des deux premières parties de la présente note. L'une et l'autre nécessitent de prendre un peu de recul afin, dans une troisième partie, de proposer des éléments de réflexion sur les conditions actuelles de mise en œuvre de la politique décidée par notre Parti.

Où en est le Parti socialiste ?

Comprendre les positions d'un parti, le cas échéant ses débats, suppose d'intégrer dans l'analyse les motivations, l'appréhension de la réalité par celles et ceux qui s'y investissent, leur vision de l'avenir souhaitable et du possible, les motivations et perspectives de vie dans lesquelles, collectivement et individuellement, ils inscrivent leur action. Depuis le début de la Quatrième République, le Parti socialiste s'assume clairement comme un parti de gouvernement. Il s'est depuis lors attaché à prouver à la grande bourgeoisie et, sur le plan international, à l'impérialisme dominant, que, vu le rapport des forces politique et social, il était, tout autant si ce n'est plus que la droite, apte à diriger le pays et bientôt à contribuer à la construction européenne au mieux de leurs intérêts. Option conduisant à chercher à décourager les luttes, comme l'ont fait François Mitterrand avec ce que nous avons appelé « la pédagogie du renoncement », puis Lionel Jospin et François Hollande. Mais option dont le prix est, régulièrement, de conduire le Parti socialiste à décevoir et qui, depuis près de trente ans, a amené une succession d'alternances. Car, si le Parti socialiste a souvent exercé le pouvoir, seul ou en alliance avec d'autres, il l'a aussi souvent perdu.

Comme toute formation politique, le Parti socialiste ne peut durablement exister et continuer à avoir une influence que si son discours, ses actes, son

comportement permettent à une partie de la population d'y trouver écho à ses préoccupations et de le considérer comme utile eu égard à ses attentes et à sa vision générale de ce que doit être la société. Or, le capitalisme génère sans cesse, par son fonctionnement et ses transformations, des idées à la fois de protestation contre l'ordre social existant et d'acceptation de celui-ci. Cette analyse était déjà celle de *l'Histoire du réformisme en France depuis 1920* que nous évoquons ici parce que l'on ne saurait ignorer la richesse de cette œuvre collective et qu'elle se présente dès l'introduction comme un travail d'historiens communistes¹. Mais, le choix même de son titre le dit, le Parti socialiste y est caractérisé comme l'expression politique d'un des deux courants du mouvement ouvrier, le courant réformiste, par opposition au courant révolutionnaire incarné depuis Tours par le Parti communiste. Deux courants dont le Parti communiste disait, dans les toutes proches années soixante, qu'ils étaient d'accord sur l'objectif final de transformation sociale et qu'ils divergeaient sur les moyens d'y parvenir. Il paraît clair que cette problématique ne nous aurait pas aidés à traiter notre sujet.

Il n'en demeure pas moins que l'expérience de la vie, les luttes sociales en France et dans le monde, avec leurs succès et leurs échecs, ont nourri dans une partie conséquente des couches populaires l'idée que la domination de la loi de l'argent pour l'argent n'est pas une bonne chose, mais que, sauf peut-être dans un avenir indéfini, il est illusoire, voire dangereux, de tenter de s'en dégager, qu'il faut donc chercher à la contenir et à s'en protéger autant que faire se peut. Au cours de l'histoire, le Parti socialiste s'est attaché à renforcer cette conviction, à en affirmer le réalisme et à apparaître comme capable d'œuvrer sur le plan politique à des objectifs allant dans ce sens. Sur ce fond commun, l'existence de différents courants – qui ne se réduisent pas aux écuries présidentielles nées de la nature des institutions du pays –, tant que leur opposition n'est pas trop violente (comme au congrès de Reims en 1993) et qu'elle correspond à des divergences réelles, permet d'élargir l'espace couvert par le parti dans la société. Et au-delà du parti lui-même, il faut prendre en compte ses divers relais idéologiques – notamment dans des associations souvent prestigieuses et dans le mouvement mutualiste – et ses convergences avec une partie du mouvement syndical.

La rivalité avec le Parti communiste, la crainte que celui-ci puisse un jour prendre la main expliquent bien des aspects de l'histoire du Parti socialiste

1. *Histoire du réformisme en France depuis 1920* par Daniel Blumé, Roger Bourderon, Jean Burles, Jean Charles, Jean Gacon, Richard Lagache, Michel Margairaz, Roger Martelli, Jean-Paul Scot et Serge Wolikow, Paris, Éditions sociales, 1976, 2 tomes. Ce travail avait été réalisé dans le cadre de *l'Institut Maurice Thorez* et coordonné par le directeur de celui-ci, Jean Burles.

depuis Tours. Le fort recul de notre influence n'a pas fait disparaître la volonté de nous affaiblir. Les dernières municipales l'ont encore montré. Dans son dernier livre, *La Troisième Gauche*, publié après les élections de 2012, Jean-Christophe Cambadélis voit toujours un « concurrent » dans ce qu'il nomme « la gauche protestataire »².

Il y écrit aussi : « La gauche domine le pays. Nous vivons le moment socialiste. C'est un nouveau cycle, il referme celui ouvert par Épinay en 1971. La crise de *leadership* a été surmontée par la victoire de François Hollande. Il n'y a plus d'enjeu de pouvoir. Le pays s'en est remis aux socialistes comme il l'avait fait en 1958 avec le général de Gaulle [...] Mais on échouera si nous ne donnons pas un sens nouveau à notre action. »³

Dans la foulée d'Épinay

Il faut effectivement partir du congrès d'Épinay qui vit naître le Parti socialiste actuel. François Mitterrand, tout juste élu Premier secrétaire, y déclarait le 13 juin 1971 : « Celui qui n'accepte pas la rupture – la méthode, cela passe ensuite –, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire... , avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste. » Il fallait, par l'éclat du propos, capter les aspirations de 1968, disputer le terrain d'un Parti communiste à plus de 20 %, prendre en main le nouveau parti à l'aide, sur sa gauche, de la tendance Chevènement (le CERES) et, en même temps, se poser en successeur de feu le Parti socialiste SFIO et de l'éphémère Nouveau Parti socialiste. La *Déclaration de principes* du premier, datant de 1946 – et qui se substituait à celle de 1905, fondatrice de la SFIO, proclamant que le « but » de celle-ci est « de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste » – se prononçait pour « l'abolition du régime de la propriété capitaliste ». Celle du second, reprise à Épinay, affirmait en 1969 « qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste ».

La recherche par le Parti socialiste d'une position dominante au sein de la gauche s'est d'abord traduite par la persistance du verbe anticapitaliste plusieurs années après Épinay, y compris de la part de Michel Rocard qui s'était montré très critique à l'égard de la signature du programme commun en 1972 et qui intègre le parti en 1974. On le retrouve encore au congrès de Metz, en 1979, où le texte majoritaire, celui de François Mitterrand, affirme :

2. Jean-Christophe Cambadélis, *La Troisième Gauche*. « Pour une liberté ordonnée, une égalité réelle et une fraternité laïque », Paris, Les Éditions du Moment, 2012, p. 27.

3. *Ibidem*, p. 16.

« Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme, mais de le remplacer par le socialisme ». Mais la pratique réelle de l'exercice du pouvoir à partir de 1981, l'évolution du rapport des forces politique, avec un Parti communiste qui s'affaiblit, et les bouleversements du monde déjà en gestation avant la chute du Mur de Berlin rendent possible et nécessaire un changement de doctrine. François Mitterrand a mis tout son poids dans la justification, au nom du réalisme et des contraintes extérieures, d'une politique rompant avec les envolées anticapitalistes de la décennie précédente. Et en 1987, Laurent Fabius, Premier ministre, dit carrément au congrès de Lille du Parti socialiste : « La société d'économie mixte remplace la collectivisation de l'économie. La réforme, la progressivité deviennent nos horizons utiles. »⁴ Ne furent pas non plus en reste les figures de proue de ce que l'on appelle « la Deuxième Gauche », comme Jacques Delors, dont beaucoup, à l'instar de Michel Rocard, se revendiquaient naguère des idées décentralisatrices, régionalistes, autogestionnaires, par opposition à une gauche traditionnelle, qualifiée de jacobine, centralisatrice et étatique⁵. Joue dans le même sens le fait que le Parti socialiste compte, surtout dans et autour de ses sphères dirigeantes, des adhérents issus de la haute administration et des écoles qui y préparent, étrangers à l'idée de remettre en cause l'ordre social existant, et qui sont venus à lui afin de prendre personnellement part à l'exercice du pouvoir⁶.

Se dire social-démocrate

En 1990, Le Parti socialiste entérine les évolutions des années précédentes dans une nouvelle *Déclaration de principes*. Il s'y dit maintenant « favorable à une société d'économie mixte qui, sans méconnaître les règles du marché, fournisse à la puissance publique et aux acteurs sociaux les moyens de réaliser des objectifs conformes à l'intérêt général ». Cette position se retrouve dans la dernière en date des déclarations de principes du Parti socialiste, celle de 2008 : « Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux qui a pour finalité la satisfaction des besoins sociaux essentiels. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte [...] »

4. *Le poing et la Rose*, n° 117, juin 1987, p. 41.

5. D'après les témoins de cette époque, l'expression « deuxième gauche » vient du titre du livre d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La Deuxième Gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.

6. Cf., Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997 et Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Paris, Éditions du Croquant, 2006.

(article 6) ; cet objectif étant affirmé, le Parti socialiste se définit comme « un parti réformiste » qui « entend exercer les responsabilités de gouvernement à tous les niveaux, afin de changer la société. » (article 14). Dans la foulée de la *Déclaration de principes* de 1990, le *Projet socialiste* adopté en 1991 entend de « redéfinir un rapport critique avec le capitalisme ». Le Parti socialiste n'a, depuis, pas démordu de cette position. D'où la formule de Lionel Jospin en 1998, notamment à l'université d'été de La Rochelle : « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché. » À cette époque le mot « social-démocratie » est depuis peu revenu en odeur de sainteté dans le vocabulaire socialiste. On ne reviendra pas ici sur sa longue histoire française et européenne depuis 1848. Alain Bergougnieux, responsable socialiste et historien, note que « jusqu'au milieu des années 1980, le terme fut davantage un moyen de discréditer un adversaire dans les débats socialistes que la représentation d'une réalité concrète », mais que, « à partir de 1985, un nombre grandissant de responsables socialistes a utilisé le terme social-démocratie pour désigner la famille politique à laquelle le Parti socialiste se sentait appartenir. »⁷ Pierre Mauroy, alors Premier secrétaire du parti, explique : « Le Parti socialiste peut être pleinement lui-même, c'est-à-dire social-démocrate [...] Nous l'étions depuis toujours, mais, sous la pression d'un fort Parti communiste, nous ne pouvions pas l'être complètement. »⁸ Le Parti socialiste s'attache donc aussi à se différencier des laudateurs sans réserve du capitalisme. Lionel Jospin en 1999 : « Nous ne sommes pas des libéraux. Nous ne sommes pas des sociaux-libéraux. Nous sommes des socialistes et des démocrates, des sociaux-démocrates. Nous devons intervenir, organiser et réguler dans la sphère de l'économie, mais en nous tenant à notre place. L'économique et le social doivent marcher de pair. »⁹ Le mot a depuis lors pour les socialistes le sens que lui a donné Jacques Delors dans sa définition de la méthode sociale-démocrate : « la recherche du compromis entre le Capital et le Travail, entre le Marché et l'État, la Liberté et la Solidarité »¹⁰.

Le développement de la révolution technologique informationnelle et ses conséquences de tous ordres, l'effondrement du socialisme de type sovié-

7. Alain Bergougnieux, « Socialisme français et social-démocratie européenne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 65, janvier-mars 2000, successivement p. 97 et 102. Consultable en ligne.

8. *Le Monde*, 6 septembre 1991, cité par Michel Winock, *Le socialisme en France et en Europe*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, p. 125.

9. Devant le conseil national du parti en critique de la « Troisième voie » de Tony Blair (cf. *L'hebdo des socialistes*, 15 octobre 1999).

10. Cité par Henri Weber, « Le nouveau compromis social-démocrate », *Le Huffington Post* du 18 mars 2014.

tique, la financiarisation de l'économie, la crise de 2008 n'ont fait disparaître ni le scepticisme sur les possibilités de changer l'ordre social existant, ni le regard critique sur ce dernier. C'est ce que Martine Aubry, alors Première secrétaire, interprète ainsi en 2010 : « Le système libéral financier actuel est devenu tellement inefficace et socialement inacceptable, qu'il oblige à repenser un nouveau système fondé sur des valeurs. [...] Une société plus juste, plus douce et plus forte, des propositions claires pour la construire, voilà ce que les Français nous demandent. [...] Les Français ont envie de croire qu'une autre société est possible et ils ont envie d'y contribuer. »¹¹ Quant à Jean-Christophe Cambadélis, il écrit après la victoire électorale de 2012 : « Le taux de croissance, la réduction des déficits, pour nécessaires qu'ils soient, n'ont jamais enthousiasmé un peuple, encore moins lorsqu'il est de gauche. »¹² Et plus loin : « Il n'y a pas de combat pour le socialisme qui vaille sans le dessein d'une autre société. »¹³ La fulmination de François Hollande contre la finance, dans son discours du Bourget, le 22 janvier 2012, n'était pas seulement destinée à contrer le Front de gauche, elle s'inscrivait dans la tradition socialiste et correspondait à ce que le cœur de son électorat avait besoin d'entendre.

On connaît la suite. Renier leurs engagements une fois arrivés au pouvoir, les socialistes n'en étaient pas à leur coup d'essai : si on voit trop d'inconvénients à gouverner en affrontant le grand capital ou si on exclut *a priori* de le faire, il faut chercher à s'entendre avec lui. Mais en 2012, la rapidité avec laquelle il a été passé outre aux attentes des électeurs de gauche est frappante. On a dit que le pouvoir avait cédé aux pressions du MEDEF. Celles-ci sont réelles, multiformes. La grande bourgeoisie française, les forces de la haute finance à l'échelle européenne et internationale y sont expertes. Mais elles ont aujourd'hui affaire à des gens convaincus d'avance, et depuis longtemps. En témoin le livre *La Gauche bouge* paru en 1985 sous le pseudonyme collectif de Jean-François Trans, et écrit par François Hollande, Jean-Pierre Jouyet, Jean-Yves Le Drian, Jean-Pierre Mignard et Jean-Michel Gaillard (alors conseiller technique à l'Élysée, décédé en 2005)¹⁴. On y lit : « Finis les rêves, enterrées les illusions, évanouies les chimères. Le réel envahit tout. Les comptes doivent forcément être équilibrés, les prélèvements obligatoires abaissés, les entreprises modernisées, l'initiative libérée. » Ou encore : « Ce n'est pas par calcul ou par malignité que la gauche a accepté de laisser fermer

11. Entretien avec Edwy Plenel, Laurent Mauduit et Stéphane Allières, *Mediapart*, 15 avril 2010.

12. Ouvrage cité, p. 8-9.

13. *Ibidem*, p. 21.

14. Jean-Claude Lattès, 1985. Ces citations sont commentées par Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *La Violence des riches*, Paris, Zones, Paris, 2013, p. 98-101.

les entreprises ou d'entamer le pouvoir d'achat des Français. C'est par lucidité. Refuser ces évolutions et c'en aurait été fait de la perspective d'une gestion régulière du pays par la gauche. » Certes, « prenons garde d'en faire trop : pour faire oublier nos frasques égalitaristes, ne gommons pas notre vocation sociale. » La conclusion va de soi : « Il n'y a donc plus pour les socialistes de perspective concevable d'union avec le Parti communiste français ». Prolongement naturel de liens noués antérieurement, les allées du pouvoir sont peuplées de gens appartenant aux milieux d'affaires et au monde de la finance¹⁵. Depuis longtemps, bien des notables socialistes se sont pâmés d'aise à pouvoir frayer avec la « bonne société ». Mais ici il s'agit d'un véritable entre-soi. Avec de telles connivences, et si on ne se sent pas menacé sur sa gauche, il est bien tentant de chercher à couper l'herbe sous les pieds de la droite en s'entendant directement avec le MEDEF. Mais le jeu est dangereux et François Hollande en est venu publiquement, le 18 avril 2014, à envisager de ne pas pouvoir se représenter en 2017.

Une crise sans précédent par son ampleur

Ce n'est pas la première fois que le Parti socialiste est sanctionné par les électeurs. Il l'a été aux législatives de 1986 et de 1993. Sa défaite de 1993, où il s'était retrouvé avec 52 députés, avait provoqué en son sein de sérieux soubresauts. Il paraît reparti du bon pied grâce aux législatives de 1997 et, dans la foulée, à la formation d'un gouvernement de « gauche plurielle » dirigé par Lionel Jospin. Mais, le 21 avril 2002, l'élimination de Lionel Jospin lui assène un véritable coup de massue sur la tête. Au sein du Parti socialiste, les séquelles furent longues à s'estomper. Les oppositions se cristallisèrent sur les questions européennes et la direction d'alors du parti (François Hollande étant Premier secrétaire) dut renoncer à sanctionner ceux qui s'affichèrent pour le Non au référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, dont les futurs ministres Laurent Fabius, Vincent Peillon, Arnaud Montebourg, Bernard Cazeneuve et Benoît Hamon ; Manuel Valls, lui, s'était déclaré pour le Non avant de faire la campagne du Oui afin, a-t-il dit, de se conformer à la discipline du parti. Cette simple énumération montre que les oppositions internes actuelles ne sont pas calquées sur celles de 2005. Ce n'est pas un parti vraiment uni qui a affronté la présidentielle de 2007 avec la candidature de Ségolène Royal, mais il n'y perdit pas un pouvoir qu'il n'avait plus. Aujourd'hui,

15. Cf. Laurent Mauduit, *L'Étrange capitulation. Le changement, c'était maintenant !*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2013 ainsi que Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *La Violence des riches*, ouvrage cité, notamment p. 89-95.

le coup subi par le Parti socialiste est beaucoup plus rude qu'en 2002, et pas seulement parce que son organisation reposant beaucoup sur ses élus et ceux qui travaillent autour d'eux, ses moyens et son maillage territorial vont à très court terme se trouver affectés par la perte brutale de si nombreuses positions électives.

Le plus grave pour lui est l'ampleur du désaveu populaire, sanctionnant une politique beaucoup plus unilatéralement négative que celle de la période 1997-2002. Elle ouvre dans le Parti socialiste une crise dont on ne peut savoir jusqu'où elle ira, mais qui n'a pas de précédent depuis sa fondation en 1971. Les critiques contre la politique de François Hollande et du gouvernement avaient commencé avant les élections municipales et ne se limitaient pas à ce que l'on appelle la gauche du Parti socialiste. On y ajoutera des prises de distance par la parole et par les actes, comme celles de Bertrand Delanoë et d'Anne Hidalgo dans le cadre de leurs mandats municipaux. L'idée essentielle est que, comme le dit le titre du texte du 11 février 2014 dont les premiers signataires sont trois membres du bureau national, « Il n'y a pas qu'une seule politique possible ». Ces prises de position émanent de personnalités bien ancrées dans le Parti socialiste, qui affichent leur volonté de permettre la réussite du quinquennat de François Hollande et qui demandent, à cette fin, une sérieuse inflexion dans un sens keynésien de la politique menée par celui-ci. Ils s'emploient à élargir leur surface à l'intérieur de leur parti, sans aller « plus vite que la musique ». Tous ne se sont pas forcément lancés avec le même objectif et, parmi ceux qu'ils s'agrègent, le degré d'opposition à la politique gouvernementale n'est pas chez tous identique. Mais ni les uns ni les autres n'ont de perspective envisageable en dehors du Parti socialiste, ne serait-ce qu'en raison des mandats électifs auxquels ils doivent leur poids politique. Les initiateurs de ce mouvement se posent en défenseurs de la tradition socialiste, en vrais sociaux-démocrates adeptes du compromis social. Ainsi le texte « Il n'y a pas qu'une seule politique possible » dit-il que « les socialistes se sont toujours refusés à opposer offre et demande, production et redistribution, bonne gestion des comptes publics et relance de l'économie. » L'objectif énoncé est d'« obtenir un compromis social favorable au monde du travail. La social-démocratie suppose que le parti majoritaire à gauche soutienne les syndicats de salariés pour arracher un compromis au patronat. » Le drapeau de la fidélité à la social-démocratie est maintenant disputé au sein du Parti socialiste et des défenseurs de la politique gouvernementale comme Henri Weber n'entendent certainement pas l'abandonner. Celui-ci, dans son article « Le nouveau compromis social-démocrate » paru dans *Le Huffington Post* du 18 mars 2014, distingue ainsi trois phases : « les compromis sociaux-démocrates offensifs d'après-guerre (1945-1975) » correspondant aux « Trente

Glorieuses » et favorables aux travailleurs, « les compromis défensifs de crise visant à sauver les acquis » (1980-2000), « les compromis adaptatifs à la globalisation » (depuis 2000) et dont le pacte de responsabilité « est la version française ».

Ceux des socialistes qui prônent un changement de politique ont l'avantage d'être beaucoup plus proches des aspirations de l'électorat de gauche que ne l'est la politique mise en œuvre par François Hollande, hier par Jean-Marc Ayrault, aujourd'hui par Manuel Valls. Cependant la situation n'est plus, ni pour eux ni pour le parti dans son ensemble, celle qui prévalait au temps de l'absence politique du Premier secrétaire, Harlem Désir. Jean-Christophe Cambadélis, qui remplace ce dernier depuis le 15 avril 2014, s'affirme décidé à jouer la carte du parti. Sur le plan de l'organisation : « Si je suis élu, une mission sera constituée pour mesurer les dégâts et aider ceux qui ont été mis à terre » a-t-il déclaré juste avant le vote du conseil national. Et sur le plan politique, disant dans la même intervention : « Il y a un discours propre au Parti socialiste qui ne saurait se réduire à porter la parole du gouvernement qu'il défend. » C'est la conception qu'il avait déjà exprimée dans son livre *La Troisième Gauche* : « Ni complètement autonome, ni totalement subordonné, dans la V^e République où le Parlement est croupion, l'espace du parti est essentiel à la respiration démocratique. »¹⁶ La difficulté est pour lui d'occuper cet espace en défendant une politique impopulaire.

Où en est la société française vis-à-vis du Parti socialiste et de la gauche ?

Les élections municipales et européennes ont apporté une claire réponse à cette question. Il faut toutefois regarder de plus près.

Droitisation des esprits ? Une idée tenace et sans fondement

Ce vote à droite est-il la traduction d'une droitisation des esprits ? À la suite du déclenchement de la crise et avant l'élection présidentielle de 2012, Guy Michelat et Michel Simon avaient rassemblé de nombreux indicateurs qui démembraient cette idée reçue¹⁷.

D'une domination sans rivage des valeurs de droite (hostilité à l'action collective, faveur marquée pour le libéralisme économique) voire d'extrême

16. Ouvrage cité, p. 113.

17. Guy Michelat, Michel Simon, « Le peuple, la crise et la politique », *La Pensée*, hors-série - Supplément au n° 368, 2012.

droite (puissance de la xénophobie en particulier) dans les années 1990, on est passé à une prédominance des principes de gauche. Ainsi, « bourse », connoté négativement à hauteur de 29 % en 1988, l'est à 74 % en 2012 ! Pour « privatisation », on est passé de 36 % d'opinions négatives en 1988 à 62 % ! Pour « capitalisme » même, l'évolution reste notable : de 50 % de rejet en 1988 à 64 % !

À l'inverse, les marqueurs de gauche progressent : volonté d'un contrôle public de l'activité économique (29 % en 1988 ; 55 % en 2012), influence des syndicats de salariés dans la politique du gouvernement (20 % la jugeaient insuffisante dans les années 1980 ; 52 % maintenant) ... Mêmes évolutions du côté des questions de mœurs ou de migrations – homophobie et xénophobie demeurent mais ont perdu *grosso modo* la moitié de leurs bataillons en vingt ans.

Mais toute cette dynamique construite sous la droite se serait-elle inversée depuis lors¹⁸ ? Dans la toute dernière période, on constate un certain regain de la xénophobie et de l'hostilité aux musulmans¹⁹ – initiés dès le discours de Grenoble tenu le 30 juillet 2010 par l'ancien président de la République – ; sur le plan économique, on observe également un certain reflux – depuis 2012-2013 cette fois –, notamment sur le plan fiscal. Pédagogie du renoncement ainsi que reprise du discours de la droite par le gouvernement n'y sont sans doute pas étrangères.

Reste que :

1. Si on observe à l'échelle d'un demi-siècle les évolutions en matière de questions de société, l'évolution est massive et sans appel hormis le reflux qui reste mineur de la dernière période : contrairement à ce qu'on répète paresseusement, la France n'est pas plus raciste aujourd'hui qu'il y a cinquante ans ; la France n'est pas plus homophobe aujourd'hui qu'il y a cinquante ans ; la France n'est pas plus machiste aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Beaucoup s'en faut !

18. *La Revue du projet*, n° 35, mars 2014. Entretien : <http://vimeo.com/90777872>. Voir aussi *Des votes et des voix*, Champ social, 2013. Audition de Vincent Tiberj par le LEM le 24 mars 2014.

19. 70 % des Français se sentent proches de l'idée selon laquelle « il y a trop d'étrangers en France » mais l'adhésion au droit de vote des étrangers, pour les élections locales, reste de 84 % chez les électeurs de Français Hollande. Plus largement, voir notamment « France 2013 : les nouvelles fractures sociales », étude au titre accrocheur d'IPSOS (janvier 2013). Il est à noter que certains chercheurs expliquent ces récentes évolutions par le fait que la population française est extrêmement réceptive aux arguments et discours politiques et que devant l'offensive droitiste des partis situés à droite de l'échiquier politique (droitisation, radicalisation de la droite) le manque de pugnacité de la gauche laisse le terrain idéologique à découvert.

2. Si on observe à cette même échelle de temps les évolutions en matière économique et sociale, l'évolution est moins linéaire, faite d'oscillations dans les revendications : un haut niveau dans les années 1970, un décrochage dans les années 1980, un plancher dans les années 1990, une reprise et une remontée forte dans les années 2000 et plus encore après la crise. Ce mouvement n'est là encore que partiellement contrarié depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir. On reste à des niveaux historiquement hauts pour les nationalisations, le renforcement de la place de l'État dans l'économie, des syndicats de salariés, etc.²⁰ La crise et la poursuite de politiques libérales dont on constate largement l'inefficacité ne sont pas étrangères à ces dynamiques alternatives persistantes²¹.

3. Gauche économique et sociale et gauche de mœurs ne se rencontrent pas toujours. Ainsi, les cadres sont beaucoup plus à gauche pour les questions de mœurs que pour les questions économiques et sociales, décalque inversé des ouvriers.

Pour autant, une évolution majeure est à noter : le vote de classe ne meurt pas mais deux votes de classe marqués ont disparu. Le vote ouvrier était *très* marqué à gauche, il s'est « normalisé » avec un fort transfert de la gauche vers l'abstention²². Le vote cadre, quant à lui, très marqué à droite, s'est normalisé, avec un fort transfert de la droite vers la gauche. Restent des votes de classe marqués à droite du côté des commerçants, artisans, agriculteurs, chefs d'entreprise.

À vrai dire, comme le montre Florent Gougou, les formules comme « transfert » sont partiellement fallacieuses car, bien souvent, les ouvriers très marqués à gauche de la génération précédente tendent à le demeurer aujourd'hui encore, et c'est plutôt la nouvelle génération d'ouvriers qui, elle, décroche par rapport à ce référent des anciens²³. Il n'y a donc pas vraiment de transferts à l'échelle des individus.

20. L'observatoire de la démocratie en France (*Viavoice*, avril 2014) montre ainsi que 81 % des sondés souhaiteraient que les salariés tiennent une place plus importante dans la détermination de la stratégie de leur entreprise. 56 % demandent dans le même sens une place plus grande pour les syndicats et les comités d'entreprise.

21. Le massif rejet (78 % au total ; 87 % pour les électeurs du Front de gauche et du Parti socialiste 2012) d'une mesure comme l'instauration d'un salaire inférieur au SMIC en vue de « faciliter les embauches » est un indicateur intéressant de ce point de vue. *OpinionWay*, La Question de l'éco, avril 2014.

22. Ce constat appela les conclusions cyniques dont on se souvient de la part de *Terra Nova*, évacuant toute possible reconquête. Olivier Ferrand, Bruno Jeanbart, Romain Prudent, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », *Terra Nova*, 10 mai 2011.

23. Voir Florent Gougou, « La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réalignement et renouvellement des générations », dans Jean-Michel De Waele et Mathieu Viera (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Économica, 2012, p. 142-172.

Comment la religion pèse-t-elle dans l'affiliation gauche/droite ? Au-delà du fait que plus on est catholique pratiquant régulier et plus on a de probabilité d'être de droite, il faut souligner que celles pour qui leur foi chrétienne intervient dans leur positionnement politique se retrouvent sur tout l'échiquier politique. Quant à mesurer l'impact de la mise en cause, sans précédent de la part d'un pape, du poids de la finance par l'actuel souverain pontife, il est trop tôt pour le faire²⁴. L'Islam est aujourd'hui la deuxième religion de France par le nombre de croyants. En 2012, le sur-vote à gauche des citoyens musulmans a été net : 20 % pour Jean-Luc Mélenchon et 57 % pour François Hollande²⁵. Mais c'est leur situation dans la société française bien plus que leur appartenance religieuse qui est le facteur explicatif essentiel²⁶. Ces rapides notations sont loin de résumer ce qui se passe en profondeur parmi les croyants de différentes confessions que, nous n'avons pas toutes évoquées relativement à leur rapport à la politique²⁷. Par ailleurs, plus on est à gauche, plus fréquemment on s'affirme athée, sans que l'athéisme soit en lui-même un marqueur de gauche.

Le diplôme semble également intervenir : plus on est diplômé et plus on vote à gauche. Là encore, la dynamique, pour s'éteindre dans la dernière période, reste favorable à la gauche.

La France socialiste : recomposition sociologique mais le cœur toujours à gauche

Si on resserre la focale sur le Parti socialiste, il est à noter que cet électorat a des revendications bien plus à gauche que la politique actuellement menée. Ainsi, selon un sondage CSA pour *Les Échos* (04/2014), ils sont 52 % à penser que la relance de l'économie française doit passer prioritairement par le pouvoir d'achat (47 % au global, 23 % pour les électeurs du MODEM, 31 % pour ceux de l'UMP, 60 et 65 % pour ceux d'EELV et du Front de gauche), devant la compétitivité des entreprises (26 % contre 33 % au global, 19 % Front de gauche, 20 % EELV, mais 48 % UMP et 55 % MODEM), la solution « autant

24. Pape François, *Les joies de l'Évangile. Exhortation apostolique*, novembre 2013, par exemple : « Tant que ne seront pas résolus radicalement les problèmes de la pauvreté en renonçant à l'autonomie absolue des marchés et de la spéculation financière, et en attaquant les causes structurelles de la disparité sociale, les problèmes du monde ne seront pas résolus, ni en définitive aucun problème. » Éditions Bayard, Fleurus-Mame, Éditions du Cerf, Paris, 2013, p. 183. Voir aussi notamment p. 66, 184 et 192.

25. IFOP, juillet 2012.

26. Voir Sylvain Brouard et Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Presses de Sciences Po, collection « Nouveaux débats », Paris, 2012 et Claude Dargent dans « Le vote des musulmans », CEVIPOF, décembre 2011.

27. Concernant les catholiques, on se reportera utilement au n° 371 de *La Pensée*, juillet-septembre 2012, « Vatican II, 50 ans après ».

l'un que l'autre » recueillant moins de 20 % (19 % contre 18 % au global). De même, si on s'appuie à présent sur les travaux d'Henri Rey et Flora Chanvriil, on voit bien que les électeurs socialistes rejettent massivement la mondialisation (72 %), le profit (68 %), le libéralisme (64 %), le capitalisme (84 %) comme les privatisations (73 %) ²⁸.

Si on regarde les résultats des dernières municipales, on s'aperçoit sans surprise que les ouvriers et les employés sont ceux qui se sont le plus abstenus ²⁹. Les ouvriers qui ont voté ont voté d'abord pour les listes conduites par le Parti socialiste mais sans qu'on puisse identifier là un vote de classe : ils ont voté à 44 % pour ces listes, pour un résultat global de celles-ci de 43 %. Le survolte à gauche a disparu. En revanche l'électorat ouvrier se distingue par un sous-vote marqué pour la droite traditionnelle (33 % contre 45 %) et un sur-vote pour le Front national (17 % contre 7 %). Les employés sont, pour leur part, assez exactement fidèles à la moyenne, hormis un léger sur-vote Front national. Ce sont les professions intermédiaires, les cadres et les professions intellectuelles supérieures qui constituent les principaux bataillons du sur-vote pour les socialistes, catégories par ailleurs plus mobilisées que la moyenne sur le plan électoral, derrière toutefois les artisans et commerçants (moins d'un tiers d'abstention et une forte mobilisation à droite).

Le vote ne dit pas tout : on peut voter par conviction, par dépit, par défaut, etc. Les enquêtes qualitatives menées tendent à montrer que le noyau restant qui s'est mobilisé en faveur des socialistes l'a fait avec un niveau d'adhésion très élevé puisque c'est le Parti socialiste qui a le plus haut niveau de votes d'adhésion de toutes les forces politiques pour ces élections municipales : 61 % contre 55 % pour l'UMP et 50 % pour le MODEM-UDI comme le Front de gauche, 32 % pour le Front national. À l'inverse, il est à un niveau bas pour le vote par défaut comme le « vote utile ». Assez logiquement, il n'incarne ni la protestation ni l'opposition contrairement au Front de gauche (11 %), à l'UMP (13 %) et surtout au Front national qui capitalise la colère (41 %).

La déroute du Parti socialiste a été plus franche encore aux européennes du 25 mai 2014. Les listes Parti socialiste-Parti radical de gauche y obtiennent un peu moins de 14 % des suffrages exprimés (2 650 000 voix), avec des intentions de vote déclarées à la veille du scrutin de 8 % chez les ouvriers, 16 % chez les employés et 15 % dans les professions intermédiaires ³⁰.

28. Flora Chanvriil et Henri Rey, « Les flux à l'intérieur de la gauche : un univers décloisonné », *La décision électorale en 2012*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 91-108.

29. Si on suit l'enquête d'*OpinionWay* du 30 mars 2014 « Sociologie du vote », dont les résultats sont congruents à ceux des études similaires.

30. Pour les intentions de vote, sondage IPSOS/Storia, « Élections européennes 2014. Comprendre le vote des Français ».

Rappelons que, pendant la campagne présidentielle de 2012, l'électorat stable de François Hollande, son socle, se montait à 6 millions de personnes (60% de son score final) quand celui de Jean-Luc Mélenchon était à 900 000 (25% de son score final et le résultat approximatif de Marie-George Buffet en 2007).

Il est à noter que le vote pour le Parti socialiste semble plus s'apparenter à un vote pour la gauche qu'à un vote pour le socialisme : ni « socialisme » ni « social-démocratie » ni aucun référent général de ce type n'apparaît dans les raisons évoquées pour le vote socialiste³¹. En revanche, « gauche » arrive en 4^e position et est le seul mot de cette catégorie. Il y a donc probablement une France qui vote à gauche plutôt qu'elle ne vote socialiste ou qui vote socialiste parce que le Parti socialiste est l'incarnation de la gauche, le mieux à même de la placer au pouvoir, même si le sens concret du mot semble de plus en plus indiscernable. De ce point de vue, il est sans doute révélateur que le mot « gauche » ressorte plutôt que des éléments concrets. Les électeurs du MODEM et de l'UDI évoquent, eux, les entreprises comme raison de leur vote par exemple, signe d'un vote plus rattaché à des préoccupations concrètes. L'absence de marqueurs concrets à gauche – c'est pire encore pour le Front de gauche où « gauche » et « plus » sont les marqueurs les plus nets – est sans doute le signe d'un électorat politisé et, en creux, pointe la difficulté à incarner quelque chose de *vraiment* différent sur le plan concret, ce qui permet mal la mobilisation d'électeurs ayant atteint un haut niveau de défiance à l'encontre « des politiques » jugés incapables, malgré leurs abondantes paroles, de changer la vie concrète.

Résumons :

1. Une partie significative, diplômée, active, de la population considère toujours le Parti socialiste comme le référent de la gauche et continue à voter pour lui comme premier acteur crédible et à vocation majoritaire de la gauche. Cette « France socialiste » est cependant plus à gauche dans ses valeurs que la politique effectivement menée sur le plan national ; elle reste très proche de la « France Front de gauche » sur le plan sociologique comme sur celui des valeurs, ce qui ne laisse pas de nourrir des transferts de ce pôle à l'autre et vice-versa.
2. La désaffiliation ouvrière par rapport à la gauche est marquée ; elle touche le Parti socialiste mais a surtout affecté le pôle communiste, de sorte que le Parti socialiste reste aujourd'hui le premier parti des ouvriers qui votent (l'abstention étant, de loin, le premier parti ouvrier, transfuges du Parti communiste, et nouvelle génération ouvrière laissée en déshérence).

31. On suit l'étude *Harris interactive* du 23 mars 2014 pour M6.

3. L'affiliation cadre et professions intellectuelles par rapport à la gauche est marquée : elle touche d'abord le Parti socialiste, la dynamique se maintient d'autant plus que ce secteur paraît plus sensible aux questions de société, dans un contexte où la droite s'est particulièrement durcie sur ce point.

La gauche non socialiste face au Parti socialiste : une défiance croissante

Un sondage d'avril 2014 proposant de refaire le vote de 2012³² apporte des éléments riches. S'il indique sans surprise un effondrement du candidat Hollande (19 % contre 28 %) et une progression de la droite (29 % contre 27 %) et surtout de son extrême (25 % contre 18 %)³³, tout en montrant une stabilité des autres candidats (Jean-Luc Mélenchon 11 %, François Bayrou 8 %, et les scores toujours infimes de Nicolas Dupont-Aignan, Eva Joly, Philippe Poutou, Nathalie Artaud et Jacques Cheminade), ce sont les mouvements qui sont les plus intéressants³⁴. 12 % de l'électorat Hollande 2012 part dans l'abstention, 7 % pour le Front de gauche et 6 % pour le MODEM. Seuls 60 % des électeurs Hollande 2012 voteraient pour lui cette année : on retrouve ainsi le socle des 60 % de stables isolé par Henri Rey pour 2012. Côté Front de gauche, les pertes sont plus modestes puisque 76 % des électeurs Front de gauche de 2012 renouvelleraient leur vote aujourd'hui³⁵ ; surtout, elles sont équilibrées par les gains en provenance de François Hollande (7 %) et de l'abstention (4 %)³⁶. En revanche, les abstentionnistes de 2012 se mobiliseraient en nombre pour Nicolas Sarkozy et pour Marine Le Pen au point de représenter à chaque fois près de 20 % des électeurs de ces deux candidats.

Plus riche d'enseignements encore, dans l'hypothèse d'un second tour Hollande-Sarkozy, 65 % de ces 11 % qui veulent aujourd'hui voter Front de gauche n'expriment aucune intention de vote au second tour et moins d'un tiers voterait Hollande, de sorte que Nicolas Sarkozy l'emporterait à 61 % –

32. « Les Français et François Hollande deux ans après son élection », *OpinionWay* pour *Le Figaro*, avril 2014.

33. Même si les scores du Front national, on le sait, sont très difficiles à commenter du fait de la sous-déclaration du vote Front national auprès des sondeurs qui les amène à des « redressements » aussi mystérieux qu'intéressés : ici, le fait que Le Pen dépasse Hollande est évidemment un bon coup publicitaire.

34. Le sondage de l'IFOP « 22 avril : 2 ans après » propose des résultats un peu plus défavorables à la gauche mais restant proches, avec Hollande à 18 % et Mélenchon à 9 %.

35. C'est moins net dans le sondage de l'IFOP où la proportion des pertes de Mélenchon est équivalente à celle de François Hollande : de l'ordre du tiers, sans toutefois qu'il y ait des transferts aussi importants dans l'autre sens.

36. Les chiffres sont toutefois si bas qu'il est dangereux de les commenter.

sans qu'il entraîne pour autant la majorité du MODEM ou du Front national. Plus largement, ce sont 40 % des électeurs de François Hollande de mai 2012 qui voteraient blanc, nul ou s'abstiendraient en cas de deuxième tour face à Nicolas Sarkozy. Dans l'hypothèse d'un second tour Hollande-Le Pen, la mobilisation du Front de gauche serait majoritaire pour François Hollande mais non écrasante (51 %) et François Hollande l'emporterait par 54 % contre 46 %. Si la mobilité à gauche perdure, l'unité de cette gauche semble mise à mal par la politique gouvernementale, au point de rendre particulièrement difficile – si rien ne change – le report de l'électorat d'une force de gauche vers une autre en cas de second tour face à la droite, voire à l'extrême droite.

La situation est ainsi particulièrement *contrastée* et toute stratégie de rassemblement doit prendre en compte cette réalité biface : une partie importante de notre peuple considère que le Parti socialiste, c'est la gauche, et une partie des hommes et des femmes de gauche pense que le gouvernement fait du mieux possible dans un contexte de crise aiguë du capitalisme et qu'il faut l'aider ou au moins ne pas le gêner, au risque de faire le jeu de la droite ; mais une autre partie importante de notre peuple est en rupture majeure avec le Parti socialiste au point de rendre difficile la mobilisation en sa faveur, même face à Le Pen. La politique gouvernementale suscite un mécontentement tel que nombre d'électorales et d'électeurs qui ne veulent pas voter à droite ni à l'extrême droite expriment en s'abstenant leur désaveu absolu de l'univers politique tel qu'ils le perçoivent. Alors que la moyenne nationale de l'abstention aux élections européennes de mai 2014 a été de 57,6 %, les intentions d'abstention déclarées à la veille du scrutin sont inférieures à ce pourcentage dans tous les électors de droite du premier tour de la présidentielle de 2012 (Bayrou 54 %, Sarkozy 48 %, Le Pen 50 %) ; au-dessus de cette moyenne de 57,6, toujours en intentions de vote déclarées à la veille du scrutin : les employés (68 %), les ouvriers (65 %), les professions intermédiaires (60 %) ; 73 % des moins de 35 ans s'apprétaient aussi à s'abstenir³⁷.

Un sondage postérieur aux élections européennes sur les choix pour la présidence de la République montre une accentuation de ces tendances³⁸. Dans un duel François Hollande-Marine Le Pen, le premier obtiendrait 33 %, la seconde 29 % (aucun des deux : 38 %) et parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de 2012, 56 % voteraient François Hollande, 10 % Marine Le Pen, 34 % aucun des deux. Si on remplace François Hollande par

37. Pour les intentions de vote, sondage IPSOS/Storia, « Élections européennes 2014. Comprendre le vote des Français ».

38. Sondage IFOP pour *Atlantico*, « Les personnalités politiques préférées des Français dans le cadre d'une élection présidentielle », effectué du 11 au 13 juin 2014.

Manuel Valls, cela donne 45 % pour Manuel Valls, 24 % pour Marine Le Pen, 31 % pour aucun des deux et, parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de 2012, 49 % voteraient pour Manuel Valls, 10 % pour Marine Le Pen, 41 % pour aucun des deux. Ajoutons que François Hollande ne rassemblerait que 72 % de ses électeurs du premier tour de 2012 et Manuel Valls 71 % des mêmes. D'après ce même sondage, celui qui réaliserait le plus grand écart avec Marine Le Pen serait Alain Juppé (49 % contre 21 %).

Quelles conséquences en tirer pour la politique de rassemblement du Parti communiste ?

Nous sommes donc devant une crise, une contradiction majeure, grandissante. Le président de la République, le gouvernement socialiste, le Parti socialiste lui-même, assument leur choix d'une gestion du système capitaliste sans s'y attaquer. Un malentendu est levé. Avec eux, le changement n'est pas pour maintenant. Et il n'est pas prévu pour plus tard.

Et pourtant, une majorité de Français, de socialistes, d'électeurs, d'abstentionnistes de gauche le désirent toujours. Leur désir de politique, de gauche, d'humanité est là. Non pas intact, ils votaient en 2012. Beaucoup se sont abstenus en 2014. Ont-ils renoncé ? Nous ne le croyons pas. Leur abstention, leur mécontentement sont leur façon de dire leurs exigences, leur déception.

La crise politique actuelle n'est pas une crise du désir de politique, au contraire. La volonté d'être entendu, de pouvoir agir sur sa destinée n'a jamais été aussi grande. Huit Français sur dix pensent que les choses iraient mieux si on les écoutait. Ils s'intéressent à ce que disent les politiques et ont une opinion à ce sujet. Ils aspirent, en fait, à une politique citoyenne qui les associe aux choix, à l'opposé de son accaparement par des professionnels, des « technocrates » ou des « gestionnaires », massivement discrédités³⁹.

La crise politique actuelle n'est pas une crise des valeurs de gauche. Elle est celle d'une gauche politique dans laquelle le Parti socialiste, parti dominant, assume son libéralisme économique. Elle est celle, non encore dépassée, d'une gauche politique dans laquelle les forces qui se réclament d'une réelle rupture n'ont pas, prises ensemble, offert jusqu'à présent une alternative crédible.

39. Rappelons les chiffres de Guy Michelat et Michel Simon : à la question « À votre avis, dans l'ensemble, les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ? », 15 % répondaient « pas du tout » en 1978 ; 42 % en 2010 ; le total des réponses positives n'atteint pas les 20 % (17 %). « Chute vraiment abyssale » commentaient Michelat et Simon : ô combien.

Or, on ne s'engage pas si l'on n'est pas convaincu : convaincu de la justesse de l'objectif et convaincu de l'utilité de sa propre implication. Et c'est de plus en plus vrai pour les élections. On ne se déplace au bureau de vote et ensuite on ne choisit un bulletin que si l'on pense que cela sert à quelque chose. C'est aussi ce que nous disent la montée des abstentions et, aux dernières européennes, la modestie des résultats du Front de gauche. Les électrices et les électeurs sont de moins en moins acquis d'avance et personne n'est propriétaire des voix obtenues lors des scrutins précédents. Pour autant, ceci ne fait pas disparaître les traditions politiques et les courants de pensée avec leurs façons différentes de voir la société, le monde et d'envisager l'avenir.

Au regard de ces réalités, il n'est pas inutile de relire des analyses et des choix de congrès des communistes remontant à plusieurs années et qui gardent leur actualité et leur pertinence :

« Notre ambition demeure d'ouvrir dans un délai rapproché une perspective de changement progressiste réel. Cette perspective de changement à la fois ambitieuse (changer le monde) et immédiatement concrète (des changements tout de suite) qui marque l'originalité communiste dans la gauche française, est un processus conflictuel qui n'avancera pas tout le temps et partout du même pas. Elle suppose la coexistence prolongée avec des forces contraires. Nous ne voulons laisser passer aucune occasion de le faire avancer. C'est donc en travaillant en permanence à des rassemblements à toutes les échelles où c'est possible, localement, en France, en Europe, dans le monde, que redeviendront possibles petites et grandes conquêtes anticapitalistes. Notre affaiblissement et la crise de la gauche font douter du maintien de cette ambition. Mais c'est précisément y renoncer qui est l'une des principales causes de perte de crédibilité de la gauche. [...] Au fond, l'objectif auquel nous ramènent toutes ces orientations d'action est celui-là : œuvrer à ce que des millions de femmes et d'hommes, divers par les courants de pensée dans lesquels ils se reconnaissent, par les organisations politiques et sociales dont ils se sentent proches, soient suffisamment unis et résolus pour rendre incontournables des changements dont ils auront acquis la conviction qu'ils sont indispensables. »⁴⁰

Peut-on aujourd'hui concevoir de tels rassemblements sans qu'y aient part les millions d'hommes et de femmes de plus en plus insatisfaits de la politique de François Hollande et de Manuel Valls et pour qui le Parti socialiste est la formation dont ils se sentent le plus proche, ou les membres de ce même parti de plus en plus mécontents de l'action gouvernementale ? À ces responsables

40. 34^e congrès du Parti communiste français (11-14 décembre 2008), dans *CommunisteS*, n° 332, p. 19, supplément à *l'Humanité* du 18 décembre 2008.

socialistes qui, au nom même de la social-démocratie, réclament un changement de politique dira-t-on qu'Henri Weber a raison, qu'il n'y a qu'une politique sociale-démocrate possible, celle pilotée de l'Élysée et de Matignon ?

Ce débat traverse le Front de gauche. Ainsi, dans une tribune de *l'Humanité* du 28 janvier 2014, Pierre Zarka explique : « La réaction enthousiaste du MEDEF à François Hollande dit qu'il y a désormais entre eux un programme commun et que, pour nous, il n'y a rien à attendre du PS. La social-démocratie n'existe plus, reste un parti démocrate à l'américaine. [...] Cette mutation n'est pas due aux circonstances mais au fait que le capital a sonné la fin de l'époque où, pour lui, le compromis fordiste était acceptable. Il n'y a plus guère d'espace entre aggravation de sa domination et ébauche d'un basculement dans l'après-capitalisme. » Peu après, le 16 février 2014, le conseil national du Parti de gauche déclarait : « La mue de la social-démocratie européenne est achevée : elle n'est plus l'outil du compromis entre le travail et le capital, elle est désormais passée du côté de ce dernier. C'est vrai à l'échelle de l'UE, c'est désormais également vrai en France. Le PS s'est désormais fondu dans ce brouet. » Sur le plan historique, cette analyse met, de fait, au seul crédit des marges de manœuvre dont a disposé la social-démocratie (laquelle d'ailleurs en France n'a pas toujours été au pouvoir dans la période considérée, celle dite des « Trente Glorieuses ») une répartition de la valeur ajoutée qui, dans notre pays, devait beaucoup à la combativité des travailleurs et au rapport des forces social et politique réel.

Mais l'essentiel du débat est ailleurs. Certes, on ne gardera pas durablement le cap d'une politique substantiellement favorable aux couches populaires en s'en tenant aux mesures préconisées par ceux qui, au sein du Parti socialiste, au nom de la recherche d'un véritable compromis social-démocrate, réclament une sérieuse réorientation de la politique du pouvoir. Mais peut-on pour autant décréter qu'il n'y a plus d'espace pour un courant politique, pour une vision de l'avenir dont l'horizon est celui de la recherche d'avancées dans des compromis à l'intérieur du capitalisme ? Peut-on décréter que le fait de ne pas avoir dépassé cette conception du futur possible empêche de participer à des mobilisations pour imposer des changements dont on sera convaincu qu'ils sont indispensables ?

Élargissons le champ de la réflexion. Doit-on considérer que pour avancer dans le sens du dépassement du capitalisme, il faut déjà que les idées de transformation sociale aient acquis, pour l'essentiel, une position dominante au sein de la gauche ? Ou bien, ne faut-il pas penser que face aux obstacles à surmonter par notre peuple sur une longue période, des majorités seront de multiples fois à construire et à reconstruire ? C'est dans de telles conditions que la gauche, dans sa diversité, pourrait être porteuse de solutions de progrès

en mesure de rassembler, de mobiliser et finalement de l'emporter dans les affrontements de classe.

Quatre axes pour un dépassement conquérant

Dans cette conception du changement, vote démocratique donc majoritaire, réformes transformatrices et rassemblements, mobilisations citoyennes et construction politique vont donc de pair.

Pour approfondir les conditions de sa mise en œuvre, dans les conditions d'aujourd'hui, nous proposons quatre pistes de réflexion :

1. Construire ensemble par la pensée et l'action des axes forts, des identifiants, potentiellement majoritaires de la société de demain, de la gauche du changement

En cette année du centième anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès, le LEM a auditionné Jean-Paul Scot. Celui-ci insiste de façon très argumentée sur la conception véritablement révolutionnaire qui était celle de Jean Jaurès lorsque ce dernier parlait d'« évolution révolutionnaire », conception qui lui est en général déniée, notamment du côté socialiste⁴¹. Manuel Valls a même avancé que Jean Jaurès aurait « sans doute, au nom même de la responsabilité, parce qu'il voulait le rassemblement des socialistes », voté en faveur du Pacte de responsabilité⁴².

Faire dire à Jaurès ce qu'il n'a jamais dit n'a aucun intérêt. Par contre, il y a dans sa pensée et son action une riche matière à réflexion quand on a en vue des réformes qui, par une voie démocratique, nécessairement processuelle, s'attaquent au système capitaliste et construisent un nouveau mode de production, à la hauteur des défis du monde d'aujourd'hui et de demain.

Ce processus ne saurait être conçu comme l'application décalquée d'une idéologie dogmatique mais comme le résultat d'une construction citoyenne, politique où chacun, à partir de son propre raisonnement, de sa propre histoire en vient à définir avec d'autres des objectifs communs, à en faire des mobilisations majoritaires, conscientes d'elles-mêmes.

Et cela pour deux raisons essentielles : la première c'est que la crise politique est telle qu'aucune force ne peut appeler au ralliement à ses seules idées.

41. On retrouvera le contenu de cette intervention dans le numéro 378 (avril-mai-juin 2014) de *La Pensée* sous le titre « Jaurès et la stratégie de l'«évolution révolutionnaire» ». Jean-Paul Scot est aussi l'auteur de *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Paris, Éditions du Seuil, 2014.

42. Inauguration de l'exposition du Panthéon « Jaurès contemporain – 1914-2014 », 25 juin 2014 (*AFP*, 25 juin 2014, 20 heures 49).

Si les citoyens, les forces sociales, intellectuelles, économiques, politiques ne sont pas parties prenantes de la construction, elles ne s’y retrouveront pas durablement. La seconde, c’est que si ces réformes s’attaquent véritablement au système, alors elles heurteront des intérêts puissants, des privilèges juteux. Comment pourrait-on dès lors les faire triompher sans soutien populaire massif, sans résultats économiques ?

La force politique de ces identifiants réside donc dans leur capacité à incarner des objectifs atteignables sur la voie du changement, des créations possibles qui, même si elles sont ponctuelles, en appellent d’autres, tout en donnant à voir et à toucher cette alternative souhaitée.

La façon de les construire et leur contenu vont de pair. Dans cet effort de construction commune, le rappel des étiquettes de chacun et de leur histoire n’est pas nécessairement une source de rassemblement. Seul le travail partagé, la franchise et l’écoute mutuelle sur la durée peuvent permettre de surmonter les réticences, les obstacles qui ne manqueront pas d’exister et créer une confiance commune qui dépasse les peurs d’instrumentalisation.

Rassemblement majoritaire veut obligatoirement dire rassemblement de personnes, de forces aux trajectoires différentes qui, pour une part, se sont opposées dans le passé et qui, encore aujourd’hui, ne sont pas d’accord sur tout et ne le seront pas encore demain. Seul le travail honnête et persévérant sur des contenus *positifs* peut être le ciment d’une alternative crédible et durable en matière de contenus et de solidité du rassemblement. Les constructions négatives ne mènent pas loin. Les ennemis de nos ennemis ne sont pas toujours nos amis.

Quels identifiants, quels marqueurs choisir dès lors ? Ils ne sauraient être choisis au hasard ou en fonction de nos seules priorités objectives. Ils gagneraient à être choisis au terme d’un double travail : recension des propositions qui font consensus à gauche hors de cette « droite de la gauche » qui gouverne aujourd’hui, minoritaire à gauche ; plus encore, un rassemblement à vocation majoritaire gagnerait à s’appuyer sur ce qui fait aujourd’hui revendication majoritaire dans la population. Notre hiérarchie des priorités n’est pas toujours celle de notre peuple ; à nous de la prendre en compte, prioritairement.

2. Rassembler, rassembler, rassembler : le concret et le populaire

On a dit la division de notre peuple ; on se souvient des conclusions cyniques de *Terra Nova* mises en application par le gouvernement : alignement économique sur la droite, différenciation sur les questions de société. On a vu les résultats de cette tactique. . .

Vouloir rassembler, c’est donc d’abord mesurer les obstacles, les divisions à surmonter, c’est connaître les terrains à travailler dans leur complexité, leurs

contradictions même. Non pas en changeant de projet à chaque interlocuteur (sinon autour de quoi unir ?), mais en considérant que nous ne sommes pas confrontés partout aux mêmes problèmes. Parlant de ses réseaux de soutien, Barack Obama avait cette formule : « Le message est partout le même, c'est le messager qui change. » Il renvoyait le combat et son efficacité à sa proximité. Un discours général ne suffit pas, ce sont ses déclinaisons diversifiées, adaptées à chaque interlocuteur concerné, qui font sa force.

En clair, par-delà les dimensions symboliques et affectives qui font les inclinations des uns pour telle force politique et le rejet des autres, réinvestissons le concret. Nous le savons, le concret peut changer la représentation, peut modifier l'idée. On peut être particulièrement hostile aux socialistes, mais accepter de les avoir avec soi si c'est pour obtenir une revendication à laquelle on tient. On peut être viscéralement hostile aux trotskistes, mais accepter de les avoir avec soi si c'est pour obtenir une revendication à laquelle on tient. Face aux durcissements politiques symboliques centrifuges, il n'y a pas d'issue en dehors du rassemblement sur les contenus.

Opportunisme politicien diront certains, c'est pourtant le moyen pour que les larges pans de la société française qui reprochent aux responsables politiques de raisonner boutique plutôt qu'intérêt populaire se retrouvent dans notre démarche. Si elle reste superficielle, elle risque l'échec et la condamnation politicienne ; appropriée et largement expliquée, elle peut être un ressort de mobilisation conjointe, un chemin d'unité, un chemin de ces si nécessaires victoires qui montrent que la lutte n'est pas vaine et qu'autre chose est décidément possible.

3. C'est localement, dans les entreprises, dans les villes, dans les partis politiques que se trouve la solution

Parlant de la priorité de la question démocratique, l'urbaniste Frédéric Gilli concluait son article dans *Le Monde* au lendemain des municipales par cette phrase : « C'est localement, dans les villes et les partis politiques que cet enjeu national trouvera un début de solution. »⁴³

En ces temps de crise de la représentation politique, la proximité, l'empathie avec son interlocuteur devient un enjeu majeur d'efficacité. C'est encore à l'échelon local que les citoyens pensent pouvoir agir, faire bouger les choses. Ils respectent beaucoup plus le discours de leur voisin, de leur ami, de leur collègue que celui de la télévision ou des dirigeants politiques, nécessairement éloignés d'eux. Les historiens réfléchissant aux rapports des classes populaires

43. Frédéric Gilli, « Un vote qui traduit un vif désir de politique en France », *Le Monde*, 26 mars 2014.

à la politique – Raymond Huard, Roger Dupuy, Michel Pigenet... – ont mis en avant de longue date combien la proximité était un ressort essentiel de politisation populaire. Comment envisager cette proximité hors d'un parti de militants de terrain aux profils sociaux variés et agissant partout dans le même sens et porteurs, comme les dirigeants de leur parti, mais chacun à sa manière, d'une politique décidée nationalement ?

La diversité dans le Parti, avons-nous dit, est une richesse. La diversité n'est, bien entendu, pas la division qui, elle, n'est jamais un atout. Mais n'y a-t-il pas un sérieux manque à gagner pour tirer beaucoup plus parti de cette richesse afin de mieux appréhender la réalité et les possibilités de transformer celle-ci, de mieux identifier et saisir les prises sur lesquelles on peut agir par le combat politique ? Que les communistes puissent se construire leur conviction en ayant véritablement en main les cartes nécessaires à leur réflexion politique n'est-il pas la condition première pour qu'ils soient eux-mêmes convaincants ? Car les discussions les plus utiles que peuvent mener les militantes et militants communistes sont celles qu'ils ont avec des gens – et ils sont nombreux – qui ne se satisfont pas de réponses « bas de gamme », qui sont demandeurs d'une argumentation réfléchie pour se faire leur propre opinion et prendre leurs décisions.

Parmi ces hommes et ces femmes, la gauche reste une identité politique forte en France : les électrices et électeurs de gauche mécontents s'abstiennent ; bien peu vont voter à droite. Nous pouvons espérer gagner au rassemblement une majorité des électrices et électeurs pour lesquels le Parti socialiste est toujours la référence. Nous pouvons espérer gagner au rassemblement un grand nombre des abstentionnistes. Mais à condition de le faire au nom de la France, au nom du changement, au nom des valeurs de gauche voire de la gauche elle-même.

De ce point de vue, accepter la notion de « gauche de la gauche » est résolument contre-productif. Ne serait-il pas plus efficace d'installer la notion de « droite de la gauche » ? Cela aurait le mérite de maintenir la différence gauche-droite et de montrer que c'est cette partie de la gauche, sa droite, qui est minoritaire, inefficace et qui divise la gauche et notre pays.

Les accords politiques, les alliances entre partis, ne deviennent dans ce contexte que la résultante du choix de toujours barrer la route aux politiques de droite et d'extrême droite, d'unir celles et ceux qui veulent le changement et donc de garder le contact avec eux en permanence, même dans les moments les plus difficiles. Ces accords doivent être conclus à cette aune et non selon un jeu d'étiquettes électorales/répulsives préconçu. À chaque combat, le rassemblement est à reconstruire autour d'objectifs communs. C'est une singularité dans le paysage politique mais le vote à l'étiquette, outre qu'il

désespère, instaure une dangereuse délégation du peuple vers les partis qui se trouvent libres de faire ce qu'ils veulent du vote des électeurs : le peuple comme le changement a tout à y perdre. Développer le jugement politique sur le seul contenu, c'est développer une rationalité gage de victoires réelles et durables.

4. Réinstaller le débat politique de réflexion autour des valeurs de gauche

C'est donc à amplifier un débat populaire instruit que nous devons ardemment concourir. Dans son article déjà évoqué, Frédéric Gilli met les points sur les « i » à propos de l'échec des socialistes aux élections municipales : « L'effet national », c'est la déclinaison locale de la crise nationale d'une famille politique incapable d'inscrire ses politiques dans une vision renouvelée du monde. » Et plus loin, parlant des électeurs : « Ils ne pensent pas les élections comme autant de tranches de compétences à distribuer à des gestionnaires efficaces, ils abordent chaque scrutin comme des citoyens concernés par la façon dont les candidats répondent à leurs attentes. »

Réinstaller le débat politique entre et avec les citoyens, les forces politiques est plus nécessaire que jamais. Nos concitoyens n'attendent que ça. Et le faire pour ce qui nous concerne, à partir des fortes valeurs de gauche. Le Front national a réussi à « lepéniser » le débat politique. La résistance ne suffit pas, la contre-offensive autour d'une vision progressiste cohérente de la société doit être engagée. Et en rester à la surface des mots nous éloigne du sujet, tant chacun les a investis à sa façon. Allons-nous laisser aux nationalistes la France ou la Nation ? Aux libéraux, la croissance, l'Europe et la mondialisation ? Et la paix aux guerriers de la lutte ambiguë contre le terrorisme ? Allons-nous laisser le travail et l'entreprise au patronat ? Allons-nous laisser dire que l'assistanat est une valeur de gauche en oubliant solidarité et fraternité ? Allons-nous laisser la laïcité être kidnappée et déformée en un sens identitaire et ethnicisé ? Allons-nous laisser parler Le Pen de services publics ? Allons-nous, ce serait un comble, laisser la gauche au Parti socialiste ?

Dans la réinstallation d'un tel débat politique, nous sommes devant deux écueils : se laisser persuader d'une droitisation de la société sans voir les évolutions massives, sur une longue période de la société française, en faveur des valeurs historiquement portées par la gauche ; croire qu'il suffit que ce désir de gauche existe pour qu'il se transforme en vote politique. Et cela sans combat politique.

Pour mener une telle contre-offensive, une seule force, un seul parti ne suffit pas, même s'il faut œuvrer puissamment à la renforcer. Les forces sociales, intellectuelles, politiques qui croient en l'humanité doivent se rassembler autour d'objectifs, de propositions, de combats communs, conformes aux aspirations populaires profondes.

Face à une droite du Parti socialiste qui divise notre peuple et la gauche, notre tâche historique est de l'unir ; la seule voie est de l'écouter et de porter, en vue de les faire entrer dans la vie, les revendications progressistes qui émanent de lui, avec toutes celles et tous ceux qui seront prêts à les soutenir. Dans tout le champ politique qui, à gauche, ne se satisfait pas de l'état des choses existant, nous sommes, de loin, les mieux placés pour prendre des initiatives, jeter des ponts permettant que se rejoignent des forces qui, dispersées, sont condamnées à l'impuissance, mais qui, ensemble, peuvent réellement marquer des points.

Auditions

Philippe Corcuff, Fabien Escalona, Jacques Girault, Raymond Huard, Rémi Lefebvre, Jacques Rigaudiat, Jean-Paul Scot, Vincent Tiberj, Mathieu Vieira.

Ouvrages

Histoire

- [collectif] *Histoire du réformisme en France depuis 1920*, Éditions sociales, 1976.
- [collectif] *Histoire documentaire du Parti socialiste*, Éditions universitaires de Dijon, 2005-2006.
- [collectif] *Le Parti socialiste unifié*, PUR, 2013.
- Michel Dreyfus, *L'Europe des socialistes*, Complexe, 1991.
- Mathieu Fulla, « Le Parti socialiste face à la question économique (1945-1981). Une histoire économique du politique », thèse de doctorat d'histoire contemporaine, Sciences-Po, 2012.
- Gérard Grunberg, *La Loi et les prophètes. Les socialistes et les institutions politiques*, CNRS, 2013.
- Jacques Julliard, *Les Gauches françaises. 1762-2012 : histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 2012.
- Jean-Paul Scot, « Jaurès et la stratégie de l'«évolution révolutionnaire» », *La Pensée*, n° 378, avril-mai-juin 2014.
- Jean Vigreux, Serge Wolikow (dir.), *Rouge et rose. Deux siècles de socialismes européens*, Éditions universitaires de Dijon, 2007.
- Michel Winock, *La Gauche en France*, Perrin, 2006.

Analyses contemporaines

- « Pour en finir avec la droitisation », *La Revue du projet*, 2014.
- Carole Bachelot, « “Groupons-nous et demain.” Sociologie des dirigeants du Parti socialiste depuis 1993 », thèse de doctorat de sciences politiques, Sciences-Po, 2008.
- Laurent Bouvet, *Le Sens du peuple*, Gallimard, 2011.
- Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier (dir.), *Les Valeurs des Européens. Évolutions et clivages*, Armand Colin, 2014.
- Flora Chanvrlil, Henri Rey, « Les flux à l’intérieur de la gauche : un univers décloisonné », dans *La Décision électorale en 2012*, Armand Colin, 2013.
- Philippe Corcuff, *La Gauche est-elle en état de mort cérébrale ?*, Textuel, 2012.
- Didier Éribon, *D’une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Léo Scheer, 2007.
- Florent Gougou, « La droitisation du vote des ouvriers en France. Désalignement, réaligement et renouvellement des générations », dans *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, 2012.
- Petia Gueorguieva, *La Social-démocratie en Europe centrale et orientale. Convergences et divergences par rapport à l’identité social-démocrate « occidentale » ?*, Dictus Publishing, 2012.
- Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd’hui*, Le Croquant, 2006.
- Laurent Mauduit, *L’Étrange capitulation*, Jean-Claude Gawsewitch, 2013.
- Guy Michelat, Michel Simon, « Le peuple, la crise et la politique », *La Pensée*, hors série, supplément au n° 368, 2012.
- Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *La Violence des riches*, Zones, 2013.
- Frédéric Sawicki, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d’un milieu partisan*, Belin, 1997.

Productions socialistes

- Jean-Christophe Cambadélis, *La Troisième Gauche*, Les Éditions du moment, 2012.
- Pascal Lamy, *Quand la France s’éveillera*, Odile Jacob, 2014.
- Terra Nova, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », 2011.
- Manuel Valls, *Pouvoir*, Stock, 2010.
- Hubert Védrine, *La France au défi*, Fayard, 2014.

N.B. : Les articles de presse et les discours ne sont pas indiqués.

Déjà paru :

Sorties de crise

Volume 1 - Septembre 2010

Combattre le Front national de Marine Le Pen

Volume 2 - Janvier 2012

<http://lem.pcf.fr>

Public-Imprim
Octobre 2014

Le LEM est un lieu de rencontres, de travail en commun, avec celles et ceux qui portent des connaissances et des analyses, des expériences diverses. Comme le rappelle Michel Laurent, son responsable :

« Créer du commun, rompre les isolements, fédérer des forces dispersées sur le terrain du débat et de l'action sociale, politique et idéologique, tels sont les objectifs du LEM. »